

Notes de lectures

Benjamin Coriat, « Penser à l'envers », *Travail et Organisation dans l'Entreprise japonaise*, Christian Bourgois éditeur, Paris, 1991, 185 p.

Ce petit livre est un essai sur l'organisation du travail au Japon. Des ouvrages sur ces questions, on en trouve par dizaines dans les rayons des librairies, et il ne sera pas l'usage dans cette revue d'en rendre compte systématiquement. On fera ici pourtant une exception. Il y a une raison à cela. B. Coriat défend dans son livre une thèse séduisante qui mérite qu'on s'y arrête, car elle interroge autant le spécialiste des choses japonaises que celui qui cherche à comprendre la fin de ce siècle et le pourquoi de la prodigieuse montée en puissance du Japon.

Benjamin Coriat n'est pas japonologue. Il est économiste, enseignant à Paris XIII, et l'auteur d'ouvrages remarquables (*l'Atelier et le Chronomètre*, paru en 1982, *l'Atelier et le Robot* en 1990) sur les problèmes d'organisation industrielle du travail. Pour écrire « *Penser à l'envers* », il s'est appuyé sur la documentation japonaise traduite et on lui concédera que, dans ce domaine particulier, elle est abondante (les grands spécialistes de ces questions, Asanuma, Koike, Imai, etc. sont publiés en anglais). Pour avoir accès à certains textes non traduits, il a bénéficié des investigations effectuées par Hanada Masanori – qui enseigne l'économie japonaise à l'Inalco.

La thèse développée par B. Coriat repose sur trois volets :

1. Il n'y a rien de mystérieux dans les performances japonaises des trente dernières années, à condition d'oublier le culturalisme. Tout est à portée de compréhension, à condition de saisir les rapports de travail pour ce qu'ils sont, des rapports de force qui s'inscrivent dans une histoire ;

2. L'organisation du travail au Japon rassemble un ensemble d'innovations dont l'importance est comparable à ce que furent en leur temps les innovations organisationnelles apportées par le taylorisme et le fordisme. Autrement dit, la croissance japonaise s'explique en priorité par une révolution dans l'organisation du travail. Celle-ci dans ses principes prend le contre-pied des méthodes

développées autrefois par Taylor et Ford, aux USA. En ce sens, les ingénieurs japonais « pensent à l'envers » ;

3. Cette nouvelle organisation du travail, née à la fois d'un contexte historique particulier (le contingent, ou si l'on veut, le Japon en 1950-1960) et de nécessités générales (l'universel : comment produire plus vite, à moindre prix, en innovant), est fondée en priorité sur des compromis sociaux conditionnels et implicites (rarement contractualisés) qui assurent :

- à l'entreprise, une implication du travailleur à ses objectifs généraux assurant stabilité de la main d'œuvre, recherche de l'innovation et de la qualité ;

- et au travailleur, sécurité de l'emploi, hausse régulière du revenu, et promotion. L'un des moyens mis en œuvre pour en arriver là est l'investissement massif fait par l'entreprise japonaise dans la formation de ses employés, ce que l'auteur appelle l'existence de « marchés internes ».

En conclusion, B. Coriat suggère que l'usine japonaise par l'organisation du travail autour des postes polyvalents, c'est à dire en « désécialisant » les ouvriers professionnels pour les transformer non pas comme chez Ford en ouvriers parcellaires, mais en pluri-opérateurs, en professionnels polyvalents et multifonctionnels, réintègre dans l'atelier des formes de démocratie – certes fragiles – qui constituent un des éléments de l'adhésion des employés à leur entreprise. Il y aurait donc une leçon de démocratie à apprendre de certaines formes d'organisation du travail au Japon.

On perçoit les enjeux de pareilles thèses : Benjamin Coriat enfonce allègrement quelques stéréotypes sur le Japon dont semblent se bercer certains de nos ministres et dirigeants d'industrie.

Sur le premier point qui constitue une attaque en règle contre le culturalisme, l'historien qui écrit ces lignes ne pourra que suivre l'auteur de « Penser à l'envers ». Les explications culturalistes des phénomènes sociaux reviennent trop souvent à des lapalissades. La société japonaise est ainsi parce qu'en définitive, elle est ... japonaise : à vouloir tout expliquer par les traits particuliers d'une culture toujours considérée comme invariante et jamais appréhendée dans son historicité, on aboutit à des tautologies savantes. Il serait tout à fait ridicule d'expliquer la révolution industrielle en Angleterre au xix^e siècle en invoquant les traditionnelles libertés anglo-saxonnes, ou d'expliquer la découverte de l'organisation scientifique du travail au début du xx^e siècle aux Etats-Unis par la culture des pionniers de la

conquête de l'Ouest. Pourtant, notre ignorance du Japon autorise certains à expliquer sans sourciller les vertus de l'entreprise nipponne par la pratique du zen...

Les relations industrielles qui se sont mises en place vers 1950-1960 trouvent leur explication dans la situation particulière de l'industrie japonaise à cette époque (marché intérieur étroit, marchés à l'exportation réduits à zéro par la défaite, manque de travailleurs qualifiés, abondance de main d'œuvre jeune non qualifiée) et du mouvement social en général (répression anticommuniste, destruction des syndicats de branche, mise en place de syndicats d'entreprise, etc.). Il s'agit d'un ensemble organisationnel qui a son origine dans la nécessité particulière dans laquelle s'est trouvé le Japon de produire en petites quantités de nombreux modèles de produits. Pas question dans le Japon de 1950 de réduire les coûts par des économies d'échelle et comme l'écrit Ono, l'ingénieur en chef de Toyota (dont on ne connaîtra jamais le nom complet en lisant Coriat...), « l'innovation naît du besoin ». Un certain désarroi régnait chez les industriels japonais de l'après-guerre quand ils prétendaient construire des automobiles : « que faire pour élever la productivité quand les quantités n'augmentent pas ? ». La réponse de Toyota, ce fut non la standardisation taylorienne et l'uniformité du produit mais sa différence, sa variété c'est à dire la capacité de l'entreprise à satisfaire rapidement des demandes courtes et variées.

Benjamin Coriat rappelle que l'extraordinaire série d'innovations japonaises et leur efficacité reposent avant tout sur des défaites ouvrières majeures, notamment vers 1950-1953 (grèves longues et violentes, licenciements massifs), qui révèlent une résistance au mouvement de rationalisation du travail. Il s'agissait « d'attaquer le savoir complexe des ouvriers qualifiés afin de parvenir à un objectif : diminuer le pouvoir de ceux-ci sur la production, attaquer leur position de force sur le marché du travail, intensifier le travail. Les ouvriers qualifiés ont bien vécu cela comme une attaque de leur métier et du pouvoir de négociation qu'il autorisait. Ils se sont opposés à ce mouvement par la grève et ont été vaincus ». Et Ono d'écrire : « une telle résistance était compréhensible : je demandais aux ouvriers presque tous spécialisés de devenir polyvalents ».

Les nouvelles relations industrielles forment un ensemble qui s'analyse aussi bien au niveau de l'organisation du travail interne à l'entreprise qu'à une échelle plus large, celle de la société entière.

Nous ne reviendrons pas ici sur les détails de l'organisation

interne à l'entreprise japonaise déjà bien connus de ceux qui s'intéressent à ces questions : usine minimum à stock zéro, fourniture des pièces « *just in time* », méthode « *kanban* » de gestion des effectifs par les stocks, système « *andon* » de direction « par les yeux », système « *poka yoke* » visant à atteindre la qualité absolue, organisation plus fluctuante des postes de travail, chaîne de travail disposée en U, changement rapide des outils

[L'idée de Ono, l'ingénieur de Toyota, c'est que le stock cache le « sur effectif » et le « sur équipement ». L'usine doit ainsi être réduite à ses fonctions minimum. Les équipements et les effectifs sont strictement requis pour satisfaire à la demande journalière ou hebdomadaire « juste à temps ». La méthode *kanban* (*kanban* 看板 signifie panneau) fut en fait inventée par les managers de supermarchés américains dans l'après-guerre. Cette méthode consistait dans sa version première à réguler les arrivages de produits frais en fonction des indications données par les caisses à la sortie des clients. Mais dans l'usine japonaise, cette méthode devient non plus une méthode de gestion des stocks mais une méthode de gestion par les stocks qui permet de rationaliser la production. Grâce à un système de panneaux indicateurs lisibles facilement, la commande des pièces se fait non plus en suivant le flux de la production mais de l'aval vers l'amont. Le travailleur en aval (le client) s'alimente en pièces (produits frais) auprès du poste de travail en amont (le rayon). Le système *andon* (行燈 lampe à huile dans un abat jour en papier) est un indicateur lumineux (vert quand tout va bien, orange quand un opérateur demande de l'aide pour un réglage, rouge quand il y a une anomalie) qui est activé par les travailleurs eux mêmes et qui implique évidemment qu'on leur fait confiance. Quant au *poka yoke* (ポカヨケ), il s'agit de dispositifs de rappel qui visent à prévenir l'erreur (sur les équipements et les outillages) et cherchent à obtenir le niveau de « zéro défaut » : le processus de fabrication est arrêté dès qu'il y a un risque de malfaçon.]

B. Coriat montre – moment essentiel de l'argumentation de son travail – que l'ensemble de ces mesures revient à « penser à l'envers » tout l'héritage de l'Organisation Scientifique du Travail (OST) inventé par les ingénieurs américains dans le premier quart du XX^e siècle. Ce n'est pas, comme l'expliquait Taylor, la vitesse d'opération de l'ouvrier individuel qui règle l'efficacité d'ensemble du système. C'est au contraire le processus général d'organisation, pensent les ingénieurs de Toyota. Ainsi les usines japonaises recherchent l'optimisation dans l'équilibre général, elles visent l'efficacité des parties mais aussi du tout. Dans une course de relais, rien ne sert

d'avoir des coureurs rapides s'ils ne savent pas se transmettre le bâton ! On recherche l'efficacité du système d'ensemble et non uniquement celle du travailleur à son poste. On pourra certes objecter là à B. Coriat que les ingénieurs nippons – avec notamment Ono, le Taylor japonais – qui ont empiriquement pensé ce système, s'appuyaient – sans doute inconsciemment – sur des invariants anthropologiques propres à la société japonaise depuis sans doute au moins le xvii^e siècle où le travail comme réalisation collective fait partie de ces éléments culturels assimilés dès l'enfance au sein de l'école, du village ou de la famille et qu'il y a là bien entendu des éléments culturels propres au système social nippon.

Quoi qu'il en soit, Coriat montre que les nombreux principes d'organisation du travail cités plus haut constituent un ensemble de principes anti-tayloriens qui peuvent se résumer comme suit :

- intégration des tâches de contrôle de la qualité à celle de la production ;
- réintroduction dans les fonctions des opérateurs de tâches de diagnostic, dépannage et maintenance ;
- fluctuation des tâches modulables et variables en quantité comme en nature : tout faire pour empêcher que l'ouvrier ne se sente rivié à son poste ! La productivité est recherchée par la flexibilité.

Il y a donc dans l'usine japonaise reconnaissance des savoir faire ouvriers impliquée par cette réagrégation de tâches qui, selon Taylor, doivent être séparés. Cette reconnaissance aboutit à une meilleure intégration du travailleur à l'entreprise. Il participe de son propre jugement à une partie de l'organisation du travail, on sollicite plus volontiers son intelligence, on écoute ses suggestions ce qui aboutit en fin de compte à une efficacité et une productivité améliorées ainsi qu'une plus grande fiabilité des produits.

Mais cette organisation du travail nouvelle n'est à son tour possible que parce qu'à un niveau social plus général, s'est mis en place depuis la fin des années 1950 un système particulier de relations socio-industrielles. B. Coriat reprend bien entendu là les éléments connus que constituent l'« emploi à vie », le « salaire à l'ancienneté », le syndicalisme d'entreprise et les « offensives de printemps ».

Ce syndicalisme nouveau, mis en place au cours des années 1950 à l'issue de défaites ouvrières, s'est montré historiquement à même d'assurer de substantielles améliorations de conditions de vie des salariés. Le système d'emploi à vie s'est de son côté constitué dans un contexte de forte pénurie de main d'œuvre et de croissance. Quant au

salaire à l'ancienneté, il s'explique par « la coïncidence de fait entre l'ancienneté des travailleurs dans l'entreprise et les qualifications requises ». C'est parce que l'entreprise pratique la formation systématique de ses employés que les plus anciens deviennent toujours les plus qualifiés. Reprenant les analyses de Koike Kazuo, B. Coriat montre comment l'entreprise nipponne pratique la « *white colorisation of the blue collars* », c'est à dire une politique de formation-promotion qui permet aux travailleurs les plus doués, les plus performants (ou les plus dociles...) d'accéder à une fonction supérieure de technicien, voire de cadre. Il y a là dans l'entreprise japonaise un processus multiforme et permanent d'« intellectualisation » des cols bleus.

Dans ces conditions, il existe dans l'entreprise ce que l'auteur appelle un « cercle vertueux non fordien » : le salaire à l'ancienneté qui assure la fixation de l'employé à l'entreprise et la garantie d'une hausse salariale, associés à la formation interne qui débouche sur la promotion, impliquent d'énormes investissements en ressources humaines. Ces investissements sont rentables à terme parce qu'ils contribuent à s'assurer une main d'œuvre stable et attachée à l'entreprise qui assure la formation. Cette main d'œuvre devient pluri-fonctionnelle, polyvalente de par les types de formations multiples dont elle a pu bénéficier, efficace, « auto-active » et son travail est valorisé. Ceci rend possible et efficace les différentes méthodes d'organisation concrète (*kanban, poka yoke, andon*, etc.) qui assurent gains de productivité, qualité des produits, innovation permanente, qui à leur tour rendent possible un dégagement de capital réinvesti dans la recherche et la formation interne.

La place nous manque ici pour montrer l'intérêt des pages consacrées à la sous-traitance qui remettent en question certaines idées reçues sur le caractère dual de l'économie japonaise. La supériorité japonaise ne résiderait pas tant sur plus de dualisation qu'ailleurs (30 % seulement d'une Toyota est fabriqué chez Toyota !) mais sur des modalités institutionnelles de gestion de cette dualisation capables de la rendre dynamique. Reprenant les travaux des spécialistes japonais, B. Coriat montre que ces relations entre firmes mères et sous-traitants favorisent l'innovation et « internalisent » le partage des bénéfices.

Les objections – limitées – à la démonstration de Coriat viendront en s'interrogeant sur la situation actuelle. Comment cette organisation née dans un contexte de surabondance de main d'œuvre jeune et de

pénurie de main d'œuvre qualifiée peut-elle supporter, sans être confrontée à la crise, la situation inverse qui se développe aujourd'hui, eu égard à la nouvelle pyramide des âges qui déséquilibre l'ordre salarial ? une surabondance de travailleurs « âgés » – donc relativement bien payés – et une relative pénurie de « jeunes ». On aimerait aussi en savoir plus sur les modes d'organisation du travail dans les PME – où la productivité et l'innovation sont aussi très fortes – mais où les avantages salariaux des grandes entreprises n'existent pas, savoir si les « marchés internes » y jouent un rôle aussi important. La sous-traitance, « tiers monde de la machine productive » n'est abordée que comme démultiplicateur, or c'est un monde en soi, où le management est d'abord celui des rapports de force. Un exposé sur les limites de ce système aurait, en même temps, été bienvenu : les salariés des entreprises sous-traitantes contraints au « *zangyô* » 残業 (heures supplémentaires obligatoires), les embouteillages à 3 heures du matin sur les autoroutes périphériques de Tôkyô ou d'Ôsaka nous laissent percevoir que la méthode « *just in time* » n'a pas que des avantages... Et comment le système nippon va-t-il s'accommoder des « *freters* », ces jeunes hyper qualifiés de plus en plus nombreux, qui, profitant de leur situation privilégiée sur le marché du travail, refusent de se laisser fixer à une entreprise, et préfèrent ne travailler que six ou huit mois par an...

L'auteur a certes mille fois raison de montrer que l'organisation industrielle japonaise est née d'une situation historique particulière et qu'il est peu utile pour comprendre ces structures de faire appel aux invariants culturels (le « groupisme » des Nippons, leur frugalité, leur patience, leur ardeur au travail, etc.). Il rappelle qu'une telle situation des relations de travail n'est possible que parce qu'elle assure depuis bientôt quarante années une hausse constante du niveau de vie réel, une sécurité de l'emploi, une reconnaissance des savoir faire. Elles n'est donc exportable qu'à cette condition, ce qu'oublie peut-être trop vite nos industriels pressés de faire comme les Japonais.

Pierre F. Souyri

Encyclopédie philosophique universelle, II Les notions philosophiques - dictionnaire - tome 2, pensées asiatiques, 3 Japon, P.U.F 1991, p. 3017-3044.

Tout d'abord, une évidence, la pensée philosophique est avant tout occidentale. Un tome et demi. Dans ce qui reste, l'Asie pensante est bien entendu indienne (156 p.), un peu chinoise (76 p.), fort peu japonaise (27 p.). Et encore, on a l'impression que pour tenir ces 27 pages on a fait feu de tout bois, mettant dans les « notions philosophiques » la fête de l'ours chez les Ainus, le Shugendô, Nichirenshû, etc.

Sans parler de l'Inde, fort bien traitée, le Japon fait vraiment piètre figure comparé à la Chine qui bénéficie de la double transcription des entrées en Pinyin et en caractères chinois, avec parfois, chose inespérée la lecture sino-japonaise. Pour le Japon, rien de tel. Je me demande comment un lecteur non averti pourra se retrouver dans le système des lectures sino-japonaises et japonaises et dans leur rapport aux notions chinoises.

Le choix des entrées ne semble suivre aucune logique. A côté de véritables notions comme *basho*, *fûdo*, *onozukara*, *toku*, on trouve certains courants comme le Mikkyô, mais rien sur le Zen, si bien que Dôgen n'est cité qu'une fois, incidemment. Rien non plus sur le confucianisme japonais en tant que tel, ni sur la Terre Pure, ni sur le Kokugaku (les études nationales). Alors pourquoi avoir retenu l'ésotérisme (Mikkyô), la secte Nichiren, comment expliquer l'absence de grandes « notions » comme Jiriki et Tariki qui sont au moins aussi importantes que Samurai ou Irogonomi. Un choix renferme toujours une part d'arbitraire, mais il doit répondre à certains critères sous peine de tomber dans le fourre-tout comme c'est malheureusement le cas ici. (Un certain nombre de « notions » auraient dû se trouver dans le même volume mais dans la partie conceptualisation des sociétés traditionnelles).

Encore une fois à la différence de l'Inde et de la Chine, fort bien pourvues d'éminents spécialistes français, le Japon n'a pu être sauvé que par des japonais, ce qui pose en plus le problème de la traduction. Quand dans l'article Dô, on parle de l'apparition des arts martiaux et du *bushidô* à l'époque Heian (*sic*) et de la calligraphie à celle de Kamakura (*sic*), force est de se poser des questions. De même quand le *Genji monogatari* (systématiquement orthographié Gengi) est traduit « Geste du clan des Gengi » (article Irogonomi), que cette « Geste des Gengi » a pour personnage principal Hiraku Gengi (*sic* !) (article

Mono no aware), ou encore quand Sendatsu dans le Shugendô est rendu par « pionnier », et le Jinnôshôtôki par « Histoire authentique de la famille impériale » ! Si l'on ajoute que l'époque Heian va de 794 à 858 et ce, à chaque occurrence, que Motoori Norinaga mort en 1801 est un homme du XIX^e (article Kami), que Sengoku jidai devient la période des royaumes combattants (article samurai), on ne peut que tomber d'accord avec le dernier article Wakon yôsei qui dit que : « les étrangers ne peuvent saisir aisément l'esprit japonais ».

François Macé

ESTUDOS JAPONESES Vol. X : revue annuelle du Centre d'études japonaises de l'Université de São Paulo - Brésil.

Créé en 1968, le Centre d'études japonaises de l'Université de São Paulo est rattaché à l'actuel Cours de langue et de littérature japonaises du Département de linguistique et langues orientales de la Faculté de philosophie, lettres et sciences humaines de l'Université de l'état de São Paulo. Il compte actuellement sept chercheurs-enseignants et quatre boursiers dont deux sont au Japon. Les premiers articles sur les recherches menées dans ce centre ont d'abord été publiés dans la revue *Língua e Literatura*, éditée alors par le Département de lettres de la Faculté, puis, à partir de 1979, dans une revue propre au Centre, *Estudos japoneses*, dont le onzième numéro va bientôt paraître. On trouvera donc dans cette revue des articles écrits en langue brésilienne par les membres permanents, mais aussi des contributions, traduites en brésilien, d'enseignants japonais détachés au Brésil, ou d'autres chercheurs étrangers, notamment français, publiées en langue originale.

Au sommaire de la dixième livraison (1990) de cette revue de 138 pages, figure en tout premier lieu un article, en français, de Christiane Séguy, « Notes sur l'histoire de la presse japonaise », qui nous fait assister à la naissance des premiers journaux puis de la presse d'opinion, à la montée puis au déclin de la presse de parti avant de dégager, pour conclure, certaines particularités que l'auteur considère comme des constantes de la presse quotidienne japonaise : priorité à l'information, innovation technique et recherche du maximum de diffusion.

Geny Wakisaka, dans « A Natureza nos Poemas Clássicos Japoneses¹ » (La nature dans les poèmes classiques japonais) nous montre comment, parallèlement à l'évolution des styles, se modifie la perception de la nature dans la poésie classique japonaise, de la divinité crainte du *Manyôshû* du VIII^e siècle à la nature domestiquée, décor de la vie communautaire de l'aristocratie japonaise du *Shin Kokin Wakashû* du XII^e siècle.

Dans « O Tratamento das Expressões de Modalidade da Língua Japonesa – Necessidade de uma Abordagem Pragmática no Interior do Esquema Discursivo² » (Le traitement des expressions de modalité de la langue japonaise – Nécessité d'une approche pragmatique à l'intérieur du schéma discursif), Lidia Masumi Fukazawa, part du principe que « la fonction primordiale du discours est de véhiculer « information + intention » et présente les différentes façons d'exprimer la modalité qu'elle classe en douze catégories. Cependant, il lui paraît nécessaire de faire appel à d'autres savoirs que la linguistique ou la rhétorique : psychologie, anthropologie, sociologie, pour arriver à une « unité conceptuelle, méthodologique et même philosophique » sur cette question du discours. L'auteur conclut par une critique de la séparation en deux courants (*kokugogakusha* et *kokugokyôikusha*) des linguistes japonais et souhaite que les théoriciens aillent au-delà de Tokieda Motoki et Watanabe Minoru, initiateurs de la théorie de l'énonciation au Japon.

Luiza Nana Yoshida, dans « *Kitchin* e o Fenômeno Banana » (*Kitchin* et le phénomène Banana) analyse la nouvelle de Yoshimoto Banana, auteur de « style moderne et sans prétention » en qui la jeune génération japonaise semble se reconnaître. C'est l'occasion pour l'auteur de l'article d'évoquer les évolutions diverses de l'espace dédié aux activités ménagères, de la structure de la famille, du mode de vie et du sens de la maternité.

Sakae Murakami Giroux, « Zeami dramaturge ». Après une présentation des pièces que l'on peut actuellement attribuer à Zeami, l'auteur procède à l'analyse de leur structure et de la méthode élaborée pour leur écriture, en se fondant d'une part sur les principes défendus par Zeami dans son traité *Nôsakusho* « Le livre de la composition de *nô* » et d'autre part sur les passages correspondants

¹Une partie de ce travail a fait l'objet d'une communication au VI^e Congrès International latino-américain d'études afro-asiatiques, qui s'est tenu à La Havane (Cuba) en septembre 1989.

²*Idem.*

du *Sarugaku dangi* « Entretiens sur le *sarugaku* ».

Tae Suzuki, « Cartas de Iapam : um perfil dos japoneses pelo ótica dos portugueses » (Lettres de « Iapam » : les Japonais vus par les Portugais). C'est à partir de la compilation en 1598 par la Compagnie de Jésus des lettres de ses missionnaires en Extrême Orient que l'auteur retrace l'évolution en trois phases du portrait des Japonais : de la première image (Yajirô présenté à François-Xavier en 1546) « personne de bon sens, curieuse de savoir », suivie par l'arrivée des missionnaires au Japon, ravis par ce peuple « généralement bon (...) qui place l'honneur au-dessus de tout (...) courtois et éduqué », au revirement de Hideyoshi en 1587 qui, de protecteur du christianisme devient un « démon » assoiffé de gloire et de pouvoir, à la tête d'un peuple « cruel » dissimulateur » et prêt à toute « trahison pour servir ses intérêts ».

Teiti Suzuki, « Sinocentrismo, Eurocentrismo e Estudos Orientais » (Sinocentrisme, eurocentrisme et études orientales). Rapide comparaison de l'évolution des civilisations chinoise et occidentale, qui, après un rappel sur la création de la science européenne moderne lors de la Renaissance, à la suite de la redécouverte des textes de la Grèce antique dont les civilisations arabe et persane avaient gardé la trace, met en lumière la parenté entre le sinocentrisme antique et l'eurocentrisme bien plus récent qui tous deux souffrent des mêmes tares : arrogance et mépris des autres cultures. L'auteur plaide donc pour le développement des études orientales en Occident dans l'intérêt même de l'humanité.

Aoki Masatsugu, « A Constituição do Livro Didático da Era Moderna – Ensaio sobre o *Issun Bôshi* – O Mito do Surgimento do Adulto³ » (La constitution du livre didactique de l'époque moderne – Essai sur *Issun Bôshi* – Le mythe de l'apparition de l'adulte). L'auteur, après une analyse de la structure temporelle du conte *Issun Bôshi*, considère que le thème principal de cette histoire de l'homme moderne (l'adulte) est la capacité de « grandir par soi-même ». La différence avec les contes plus anciens est que le héros ne se contente pas d'accepter la situation imposée par le destin mais que, détenant la force et l'art de l'utiliser, il transforme celle-ci.

Ishigami Teruo, dans « Sobre *tomoni* e *muta* em *Man'yôshû*⁴ » (A propos de *tomoni* et *muta* dans le *Manyôshû*) se propose de vérifier les différences existant entre ces deux termes, dont les sens semblent

³Traduit du japonais.

⁴*Idem.*

cependant très proches. Il arrive à la conclusion que la substitution de *muta* (en usage vers le VII^e siècle) par *tomoni* fait perdre l'idée de « conséquence ».

D. Giroux

Le panthéon bouddhique au Japon – Collections d'Emile Guimet –, Bernard Frank, Musée national des arts asiatiques Guimet. 1991. 335 p.

Présenté comme un catalogue d'exposition, cet ouvrage est en fait une présentation systématique et quasi-exhaustive du panthéon bouddhique japonais. Rencontre à cent ans de distance de la curiosité éclairée d'Emile Guimet et de la science minutieuse de Bernard Frank, ce catalogue nous donne à voir, à comprendre l'univers des bouddha, des bodhisattva, des rois de science et des dieux dans leur diversité foisonnante, mais aussi dans la logique des relations qui les unit. Loin d'être anarchique, l'exubérance de l'iconographie bouddhique est d'une rigueur exemplaire.

Trop souvent la présentation des œuvres d'art d'inspiration religieuse privilégie la valeur artistique à l'encontre de leur vocation première, celle d'être vénérées. Tout en étant sensible à la beauté des statues, dont certaines furent incroyablement méconnues, le premier souci de l'auteur, dans la ligne de ses recherches marquées par « Le Panthéon bouddhique » (dans les « Mythologies des forêts et des steppes »), « Vacuité et corps actualisé » (dans le « Corps des dieux »), et de ses cours au Collège de France, est de montrer l'importance de la représentation matérielle des objets de vénération du bouddhisme qu'on aurait tort de penser pouvoir appréhender par les textes seuls.

Chaque statue et donc chaque personnalité de ce panthéon fait l'objet d'une notice qui aborde aussi bien le rôle et la fonction de l'être représenté que l'explication de ses attributs, le tout terminé par de précieuses références bibliographiques. Ce qui fait de ce beau livre un extraordinaire instrument de travail. Un seul regret, l'absence des caractères chinois. (Si ce manque devient trop intolérable, on peut se rapporter au catalogue publié par Seibu à l'occasion de l'exposition *Yomigaeru pari-banpaku to rittai mandara ten*, 1989, 111 p.)

François Macé

Un moine de la secte Kegon à l'époque de Kamakura, Myôe (1173-1232) et le « journal de ses rêves », Frédéric Girard. Ecole française d'Extrême-Orient, 1990, 598 p.

L'époque de Kamakura est surtout connue pour ses grands réformateurs, Hônen, Shinran, Dôgen, Nichiren qui donnèrent une physionomie nouvelle, plus japonaise en un sens, au bouddhisme. C'est oublier que les écoles Tendai et Shingon qui se sont épanouies à la période précédente étaient encore très actives et que les Six Ecoles de Nara continuaient à être enseignées dans les monastères de l'ancienne capitale.

Frédéric Girard a justement choisi pour thème de recherche une de ces six écoles de Nara, le Kegon à l'époque de Kamakura. Ce n'est pas, bien sûr, par esprit de contradiction, mais parce que cette période a vu en quelque sorte renaître le Kegon aussi bien comme source de réflexions que de pratiques. Après s'être intéressé à Gyônen (1240-1321), c'est finalement la personnalité extraordinaire de Myôe qui l'a retenu.

Le cœur du livre n'est pas une étude sur un ouvrage doctrinal de Myôe mais une traduction de tous les fragments authentifiables du *Yume no ki*, le « Journal des rêves » du saint moine. Ce journal est évidemment indissociable de la vie de Myôe qui fait l'objet du second chapitre, mais aussi de ce qui a nourri sa spiritualité, c'est à dire le *Sutra de l'ornementation fleurie*, le *Kegonkyô*, dont le premier chapitre donne une présentation à travers les traductions chinoises, puis suit son cheminement au Japon jusqu'à Myôe. En effet, le document merveilleux que constitue le « Journal des rêves » doit être, du point de vue même de son auteur, mis sur le même plan que ses méditations, ses lectures et les autres pratiques de sa vie de moine. Très souvent ses rêves sont une réponse à un problème qu'il ne pouvait résoudre à l'état de veille. Les 1 251 notes fournissent tous les éléments nécessaires à l'approche du texte qui garde encore maints aspects mystérieux.

Grâce à ce travail, c'est seulement le Kegon ésotérisé de Kamakura qui nous est présenté, mais aussi et peut-être surtout la vie intérieure d'un homme du xii^e siècle depuis ses dix-neuf ans jusqu'à sa mort. Un triple index (noms propres, termes, thèmes) permet de faire son propre voyage dans l'univers onirique de Myôe, tandis que les appendices (tableaux et lettres) ancrent le personnage dans son temps.

Les doctrines de l'école japonaise Tendai au début du IXe siècle – Gishin et le Hokke-shû gi shû, Jean-Noël Robert, Maisonneuve et Larose, 1990, 455 p.

Le travail de J.N. Robert apparaît enfin en pleine lumière. Sa thèse, longtemps mûrie et sans cesse perfectionnée, nous vaut ce premier volume, bientôt suivi si l'on en croit la préface d'un et probablement deux autres livres sur la dogmatique du Tendai. Ainsi, ce grand courant du bouddhisme japonais va pouvoir être enfin connu en dehors du cercle fort restreint de ceux qui ont accès directement aux sources primaires. Toute personne qui s'intéresse un peu à la pensée japonaise a croisé le Tendai. Mais jusqu'ici, la doctrine de cette école qui forma, entre autres, les rénovateurs du bouddhisme de Kamakura Hônen, Shinran, Dôgen, Nichiren, n'avait guère attiré les chercheurs occidentaux et encore moins les français à la différence du Zen, des écoles de la Terre Pure ou même de l'ésotérisme du Shingon. C'est dire l'importance de ce travail.

L'approche choisie est, à première vue, surprenante. Pour parler de cette grande école mal étudiée de ce côté-ci du continent euro-asiatique, l'auteur n'a pas retenu un des textes de son propagateur au Japon, Saichô, ni le traité qui servit de base à l'enseignement de la doctrine au sein même de l'école, mais une œuvre méconnue, réalisée par Gishin, successeur controversé du fondateur. C'est donc à une double réhabilitation que nous assistons.

Après une première partie d'une centaine de pages qui situe l'enseignement du Tendai au Japon avant Saichô, puis le rôle de ce dernier, l'auteur présente Gishin et avance une explication du dédain dont souffrit l'œuvre de ce dernier. Le corps même du travail est constitué par la traduction du *Hokke-shû gi shû*. Cette traduction dont chaque terme est pesé, démontre la valeur de ce texte injustement oublié. Mais surtout, pour nous qui ne sommes pas familiers de la scolastique bouddhique, elle nous introduit au cœur même de l'enseignement du Tendai. Pour faciliter l'accès à cette œuvre dense et quelque peu aride, l'appareil de notes (près de 200 pages) fournit tous les renseignements souhaités aussi bien sur les sources et l'arrière plan doctrinal que sur le choix des termes choisis pour la traduction. L'érudition de l'auteur s'y déploie avec naturel. Un index des termes sanscrits, chinois et japonais (avec les caractères chinois correspondants pour les deux dernières catégories) permet une consultation aisée de ce travail qui peut fonctionner comme une

encyclopédie du Tendai, répondant par delà les siècles et les cultures aux vœux de son auteur.

François Macé

Eric Seizelet, *Monarchie et démocratie dans le Japon d'après-guerre*, préface de Jacques Robert, Maisonneuve & Larose, 421 p., Paris, 1990.

Dans cet ouvrage dense, accompagné d'un puissant appareil de notes bibliographiques indiquant l'utilisation quasi-exclusive de sources japonaises, Eric Seizelet se propose d'analyser l'institution impériale depuis la fin de la guerre et de montrer les particularités et les enjeux de ce système monarchique constitutionnel original que les auteurs japonais ont pris l'habitude de dénommer la « monarchie-symbole » (*shôchô tennô sei* 象徴天皇制).

Le système impérial japonais a traversé les siècles en se transformant dans son essence même. Tour à tour, il fut une monarchie religieuse au cours des temps archaïques, cherchant sans vraiment y parvenir à se muer en monarchie bureaucratique pendant l'époque ancienne. Contrainte de partager une partie de ses prérogatives avec le nouveau pouvoir féodal du shôgunat au Moyen Âge, réduite à un rôle marginal dès le xiv^e siècle, cette monarchie impériale resurgit comme recours national en 1868, et fonctionne comme centre de pouvoir sacré et autoritaire – Eric Seizelet parle à ce propos de monarchie pure et on aimerait qu'il définisse mieux ce qu'il entend par là –. Depuis l'après-guerre, le système impérial s'est mué en une monarchie constitutionnelle, symbole de l'unité du peuple japonais. L'empereur au Japon est, qu'on le veuille ou non, une institution incontournable de la société et de l'Etat, et au delà des considérations politiques, un des facteurs déterminants de l'imaginaire national japonais, un élément central dans les représentations du pays. Cette monarchie qui entraîne le pays – ou se laisse entraîner – dans la catastrophe de la guerre, aurait bien pu sombrer au lendemain de la terrible défaite de 1945. Elle renaît pourtant comme symbole désacralisé d'une société devenue démocratique par la volonté de l'occupant américain. Le jeune empereur – le mikado comme disaient avant guerre les correspondants de presse étrangers –, figure guerrière chevauchant martialement son blanc destrier et passant en revue les troupes en

partance pour le front, image immortalisée par les actualités cinématographiques de l'époque, se mue vers 1950 en un homme sympathique qui voyage de par les provinces de son pays ravagé, saluant démocratiquement les foules qui l'acclament, de son chapeau de citoyen ordinaire, conviant le peuple à faire preuve de courage face à un avenir incertain. On retrouve le même personnage un quart de siècle plus tard incarnant la figure d'un grand père débonnaire qui, comme tous ceux de sa génération, a connu la souffrance et partagé les amertumes du peuple au cours des années difficiles.

Comment de telles transformations ont elles été possibles, se demande Eric Seizelet. Dans une première partie, l'auteur examine les caractères particuliers de la monarchie Meiji telle que la définit la constitution de 1889 et que la pratique du pouvoir dans les années qui suivent, permettent de la cerner. Le système de Meiji – issu d'un coup d'Etat réussi, suivi d'une guerre civile victorieuse – est caractérisé par un système de gouvernement dans lequel l'empereur souverain – un être divinisé dont l'autorité provient de ses aïeux célestes – détient le pouvoir politique suprême et l'exerce au moyen d'un certain nombre de compétences. Eric Seizelet montre que la prééminence impériale est servie par des pratiques institutionnelles spécifiques comme l'indépendance du commandement suprême des armées ou l'apparition de groupes paraconstitutionnels comme les *genrô* 元老 (les Anciens, en fait les principaux acteurs vieillissants de la Restauration) ou plus tard les conseillers privés. Selon l'auteur, ces groupes constituent des « mécanismes occultes de décision autant que des facteurs de dilution des responsabilités ». Eric Seizelet défend là vigoureusement la thèse selon laquelle le glissement totalitaire des années 1930 n'est pas un dérapage ou une aberration d'une monarchie constitutionnelle un peu trop musclée, mais au contraire « s'enracine au plus profond » de cette « monarchie pure », servie par une idéologie de plus en plus prégnante qui, dans le cadre de la pensée nationaliste récupère les traditions et les enseignement du shintô et du confucianisme pour mettre en avant le culte impérial et le culte de la famille, fondus en un concept, le *kazoku kokka* (Etat-famille). Le totalitarisme nippon, écrit à juste titre l'auteur, ne peut être appréhendé sans une étude parallèle du phénomène impérial et il se distingue dès ses origines des totalitarismes fascistes par le culte impérial « qui était tout sauf justement un culte de la personnalité ». Il y a dans les pages de E. Seizelet consacrées à l'avant guerre quelques remarques judicieuses qui méritent d'être approfondies – on ne

pourrait le lui reprocher ici, ce n'était pas l'objet de son livre – et on ne peut que souhaiter qu'il revienne un jour sur cette période finalement fort peu étudiée, du moins en France. Reprenant des éléments déjà connus publiés dans le cadre du Tribunal de Tokyo (l'équivalent japonais du Tribunal de Nuremberg), l'auteur montre, en s'appuyant notamment sur le journal intime du marquis Kido, conseiller proche de l'empereur pendant la guerre, que ce dernier, loin d'être irresponsable comme cherchèrent à le montrer les occupants américains pour des raisons de stratégie politique, joua un rôle éminent avant et pendant la guerre, en qualité de commandant suprême des armées, parce qu'il était lui même, sans doute « avec réticence, mais en toute lucidité » partisan de la politique définie par les cercles militaristes au pouvoir.

Certes, l'auteur n'avait pas pour projet au cours des cent premières pages de son livre de décrire l'évolution de la société japonaise dans son ensemble au cours de la période 1868-1945 et donc, la critique qui suit est sans doute mal venue. Mais à ne vouloir s'intéresser qu'aux aspects institutionnels, on développe une vision du devenir historique qui pêche par trop de rigidité. On discerne mal les conflits et les luttes de pouvoir qui conduisent à emprunter telle orientation plutôt que telle autre. E. Seizelet souligne avec raison l'élasticité de la constitution de Meiji. C'est qu'elle était en effet dès les origines le fruit d'un compromis entre des forces contradictoires. L'auteur aurait sans doute pu rappeler le rôle fondamental joué par les libéraux du Mouvement pour la Liberté et les Droits du peuple au début des années 1880 qui réclamaient un système représentatif et proposaient des solutions constitutionnelles démocratiques. C'est sur la base de la défaite politique de ce mouvement que la constitution Meiji a été octroyée, mais elle constituait néanmoins une concession. Presque un demi-siècle plus tard, à l'époque de la « démocratie Taishō » vers 1920, le mouvement de la société japonaise semble de nouveau s'orienter vers un cours libéral auquel la constitution impériale ne semble pas faire obstacle. Le cours militariste engagé dès 1931 peut aussi être compris comme une volte-face d'une partie des cercles dirigeants, et non comme le fruit d'une évolution irrésistible. Il est toujours tentant *a posteriori* de construire les enchaînements historiques en montrant leur caractère inéluctable, mais c'est là passer vite sur les réticences, les résistances et les contradictions qui traversent le corps social.

Adoptant le point de vue du spécialiste de droit constitutionnel,

L'auteur se lance dans sa deuxième partie dans une analyse juridique de la distribution des pouvoirs dans l'Etat japonais d'après la défaite, des prérogatives impériales en matière de représentation de l'Etat avant d'examiner le régime juridique sous lequel est placée la maison impériale. On trouvera dans la partie de son ouvrage intitulée « le statut de la monarchie symbole » une abondance de faits, voire de détails, qui permettent de mieux comprendre le cheminement de l'institution impériale. Les passages parfois quelque peu « techniques » (E. Seizelet ne nous épargne rien des détails sur les attributions impériales en matière d'actes subconstitutionnels ou sur les différentes attributions des multiples conseils de la maison impériale ou encore sur les privilèges et les contraintes découlant de l'appartenance à la famille impériale) raviront les spécialistes qui ne disposaient jusqu'alors d'aucun élément sérieux en langue française sur ces questions. Ces pages feront sans aucun doute autorité pour longtemps. A propos de l'érection de l'empereur en symbole, on appréciera comment l'auteur relativise la notion même de symbole déjà présente dans le système de Meiji (et bien sûr dans d'autres systèmes constitutionnels), et il y voit le fruit d'un compromis entre éléments démocratiques et éléments monarchiques, avec la reconnaissance de la souveraineté populaire comme norme universelle d'une part, et la préservation de l'empereur comme norme nationale, d'autre part.

Plus sociologique est la dernière partie du livre consacrée à la monarchie impériale dans la société japonaise d'aujourd'hui. L'auteur montre à travers l'analyse de sondages publiés au Japon comment l'empereur-symbole est finalement accepté massivement par les Japonais dans l'après-guerre, de 80 à 95% selon les années et les sondages. Il se livre à une analyse détaillée des sentiments populaires vis-à-vis de l'empereur, par classe d'âge et par année pour conclure que le régime impérial dans sa version de 1946-1947 est largement accepté par la population, sans qu'on puisse d'ailleurs déceler une véritable évolution de la conscience collective qui scellerait le déclin de la monarchie. Un peuple profondément attaché à son empereur certes, mais à son empereur comme symbole et rien d'autre. Ceci explique vraisemblablement les échecs successifs des conservateurs au pouvoir à réviser la constitution dans un sens réactionnaire.

Après avoir rappelé les rapports parfois tumultueux entre la Maison impériale et certains périodiques qui maintes fois voulurent transformer en vedettes médiatiques des membres de la famille,

E. Seizelet se contente d'esquisser – c'est dommage, une analyse plus élaborée aurait pu mettre en valeur une des nouvelles caractéristiques du système – les liens nouveaux qui unissent la famille aux cercles de la haute société japonaise, notamment aux milieux patronaux et politiques.

On relèvera quelques maladresses comme cette obstination à traduire *daijôsai* par cérémonie du couronnement (où donc est la couronne?) ou la « japonisation » du nom de la présidente des Philippines devenue Madame Akino (!). Mais on appréciera le tableau chronologique en fin de volume ainsi que l'utile traduction en français de certains textes officiels concernant l'institution impériale.

Au total, le livre de E. Seizelet constitue un ouvrage où l'information est sûre et la documentation des plus sérieuses, bref un livre de haute qualité qui fait le point sur la monarchie japonaise contemporaine.

Pierre F. Souyri

Patrick de Vos (ed.), *Littérature japonaise contemporaine – Essais*, Paris/Bruxelles : Editions Philippe Picquier et Editions Labor, 1989, 276 p.

Il y a peu encore, la publication en langue française d'un recueil d'études sur la littérature japonaise contemporaine aurait semblé une entreprise éditoriale des plus hasardeuses : cette littérature elle-même demeurait, hormis pour quelques noms – toujours les mêmes d'ailleurs – une *terra incognita*. Mais aujourd'hui, alors que la multiplication des traductions parues ces dernières années a permis aux lecteurs d'accéder à des pans ignorés de la production littéraire japonaise, il n'était plus chimérique de proposer, à un public qui ne se limite pas aux spécialistes du Japon, des réflexions plus générales sur l'histoire, l'état ou les conditions de cette production. C'est à un objectif de ce genre que répond le recueil présenté ici, et qui vient, pourrait-on dire, à son heure.

Mais l'opportunité est également autre : la mort de l'empereur Shôwa en 1989 signe la fin d'une époque. Bien que le découpage du temps en ères relève en soi de l'arbitraire, le moment se révèle propice à un retour en arrière : il faut dresser un état des lieux avant de tourner la page. En ce sens, la disparition de celui qui fut l'emblème ambivalent de toute une époque offrait la meilleure des occasions

pour réexaminer le chemin qu'a parcouru la littérature japonaise depuis 1945.

Si 1945 marque une rupture dans l'histoire du Japon, cette date inaugure également un bouleversement complet dans le domaine littéraire. La défaite, l'expérience du bombardement atomique, l'écroulement des valeurs auxquelles on avait cru ou été contraint de croire – la disparition d'un monde : le traumatisme est profond. Comment écrire encore après cela ? L'absence de tous les repères littéraires, emportés dans la débâcle, explique qu'il n'y ait plus de réponse collective possible à cette question ; la littérature contemporaine ignore les écoles, les courants qui traversaient le champ littéraire depuis Meiji. Chaque écrivain va donc avoir à inventer sa propre réponse, individuelle. La littérature contemporaine appartient à des auteurs par définition inclassables.

Mais l'individualité, voire la solitude, qui caractérise leurs recherches n'implique pas la parcimonie de la production littéraire, bien au contraire. Dans les premières années de l'après-guerre, celle-ci connaît un essor prodigieux, comme si les auteurs et le public voulaient compenser la frustration du désir d'écrire et de lire imposée par les années de plomb. Puis, au fur et à mesure que le Japon se relève de ses ruines, la littérature se reconstitue une histoire qui entretient sa fécondité : elle retrouve, peut-être, des repères – mais réinventés, ou réinterprétés à l'aune d'une nouvelle modernité.

C'est ce mouvement que retracent les articles du recueil consacrés à l'histoire de la littérature contemporaine à travers ses différents genres. Dans ses deux contributions, Jean-Jacques Origas montre comment se produit la renaissance romanesque : les maîtres, que la guerre avaient réduits au silence, reprennent le fil qui tisse leur œuvre, prolongeant dans la continuité leur itinéraire personnel ; mais beaucoup de nouveaux venus font également leur apparition sur la scène littéraire, certains apportant le témoignage des catastrophes vécues, d'autres explorant, comme par contrecoup, des possibilités d'écriture inédites.

Les articles traitant de la poésie font apparaître une évolution à bien des égards comparable à celle que connut la prose. Willy Vande Walle pour le *haiku* et pour le *tanka*, comme Yves-Marie Allieux pour la poésie libre des rythmes traditionnels, montrent comment chacun des poètes, dans sa singularité, cherche à dire le désastre. Pour cela, il faut arracher l'expression poétique à un univers trop exclusivement centré sur une intériorité, et la mener à la rencontre de la plus brutale

des réalités. Mais le langage ne fait-il pas alors valoir ses propres exigences ? Après maints tâtonnements, c'est autour de l'investissement des possibilités de la langue que se recentre l'entreprise poétique.

Pour le théâtre enfin, Patrick De Vos montre que les questionnements, là encore, sont similaires : du théâtre social et des pièces consacrées, d'une façon ou une autre, à la guerre, jusqu'aux tentatives avant-gardistes naissant dans les années 1960, les auteurs (et les metteurs en scène), explorent dans leur domaine les mêmes voies que les romanciers et les poètes. Et on ne s'étonnera donc pas d'aboutir, au terme des contributions évoquées comme dans celle de Jacques Lévy sur les œuvres des années 1980, à un constat identique : quel que soit le genre considéré, la littérature la plus récente, ayant oublié ou surmonté les traumatismes de 1945, s'est, en somme, dédramatisée. La modernité, dira-t-on peut-être, a laissé place à la « post-modernité » – sauf pour les auteurs qui, étrangers à ces dernières évolutions, poursuivent leur propre cheminement. A certains de ces irréductibles sont consacrées quelques études monographiques : celle de Jacques Lévy sur Haniya Yutaka, de Ninomiya Masayuki sur Oe Kenzaburo, de Véronique Perrin sur Furui Yoshikichi, et de Yomota Inuhiko sur Nakagami Kenji.

A côté de ces contributions historiques ou monographiques, le recueil propose encore quelques autres regards sur le champ littéraire. Karatani Kôjin, à travers les figures de Kawabata Yasunari et de Takeda Taijun, s'interroge sur le rôle assigné à l'altérité dans la littérature contemporaine. Irmela Hijiya-Kirschner eit souligne, elle, la problématique du même qui, reliant l'auteur, le lecteur et l'œuvre, est au fondement du *shôsetsu* (récit autobiographique en prose) et en marque les limites. La critique littéraire, son statut méta-discursif et ses applications politiques, sont analysées par Ishida Hidetaka qui met ainsi en lumière la place, toujours fragile, du sujet dans la langue. Cécile Sakai éclaire l'histoire littéraire par celle, parallèle, du système éditorial, qui, déterminant les conditions de production et de diffusion des œuvres, contribue aussi à en définir les formes. Mizuta Noriko, quant à elle, montre le rôle que les romancières ont joué pour infléchir le cours de la littérature contemporaine, en l'ouvrant à l'expression de la subjectivité féminine.

Ajoutons, enfin, qu'outre les différents articles, une bibliographie, établie par Patrick De Vos, et recensant toutes les traductions en français d'œuvres littéraires modernes ainsi que les études critiques,

contribue également à faire de ce livre un ouvrage de référence.

Par les informations et les éléments de réflexion qu'il offre, ce recueil, d'une exceptionnelle richesse, saura satisfaire tous ceux qui s'intéressent à la littérature japonaise contemporaine. Mais au-delà, et d'une façon plus générale, n'y trouve-t-on pas évoquée, au travers du prisme qu'est la littérature, toute la culture du Japon contemporain, son histoire et son état présent ? En ce sens, il devrait conquérir non seulement les lecteurs de littérature, mais aussi, plus largement, ceux à qui le Japon d'aujourd'hui ne reste pas indifférent.

Anne Bayard-Sakai